

# Comment remédier aux maux du capitalisme

**LES MARCHÉS ET LES POUVOIRS PUBLICS** ont longtemps rivalisé pour saisir ce que Lénine appelait les commandes de l'économie. Après la chute du Mur de Berlin, les marchés semblaient régner en maître. Nombre d'hommes de gauche, traditionnellement partisans d'un État fort, soutenaient les marchés libres. Le brillant économiste Larry Summers avouait lui-même à contrecœur son admiration pour Milton Friedman et, au cours de sa carrière au Trésor américain dans les années 90, il militait en faveur de la mondialisation financière et de la libre circulation des capitaux internationaux.

Raghuram Rajan n'a jamais succombé à cette euphorie. Bien qu'adepte des marchés libres et de leurs bienfaits, il en dénonçait vivement le coût. Dans son ouvrage *Saving Capitalism from the Capitalists*, il expliquait que les victimes de la concurrence devraient chercher de l'aide pour atténuer leur souffrance et assurer leur avenir : « il faut que les marchés aient du cœur, dans leur propre intérêt ». En 2005, dans un discours désormais célèbre, il dénonçait les excès de la mondialisation financière, qui faisaient augmenter le risque d'une « débâcle catastrophique », ce qui incita M. Summers à le traiter de « technophobe mal avisé ».

La crise financière mondiale et la rancœur que suscite depuis quelque temps la mondialisation prouvent la prescience de M. Rajan. Son dernier ouvrage vise à dénoncer les dangers du capitalisme débridé et à expliquer comment y remédier. M. Rajan suggère de relever le troisième pilier de la société, la communauté, qu'il définit comme un groupe social résidant dans une zone spécifique qui a en partage un gouvernement et souvent un héritage commun. Les marchés et l'État restent indispensables, mais, « lorsque les trois piliers de la société sont bien équilibrés ... la société a le plus de chance de pourvoir aux besoins de ses membres », surtout à ceux qui souffrent des retombées du commerce et de la technologie.

M. Rajan souligne les méfaits du commerce international. La perte d'emplois aux États-Unis, due à la concurrence étrangère, a, par exemple, contribué à faire baisser l'espérance de vie des hommes blancs d'âge moyen non hispaniques. « C'est comme s'il y avait eu simultanément dix guerres du Viet Nam, non pas dans un pays éloigné, mais dans les foyers des habitants des petites villes et des campagnes en Amérique », explique M. Rajan. Et pourtant, le



sort de ces communautés a été largement négligé par les partis majoritaires, qui, s'indigne M. Rajan, « refusent même d'admettre qu'il faut que les choses changent » et ont tendance à reprocher à ceux qui souffrent des effets commerciaux et technologiques de n'être que des bons à rien.

M. Rajan n'ignore pas, bien sûr, que les communautés peuvent causer des dangers. Son livre donne un récit fascinant de la manière dont les marchés et l'État ont surmonté les déficiences des commu-

## Le pouvoir doit être dévolu à la communauté par les instances mondiales et nationales.

nautés féodales, ce qui assurait la stabilité, mais ne faisaient pas grand-chose pour sauver la plupart des gens d'une pauvreté abjecte. Les communautés modernes érigent aussi des murailles, mais le poids abusif de la tradition et la crainte des étrangers et des idées nouvelles peuvent « emprisonner dans le passé » les habitants.

Cependant, selon M. Rajan, les marchés et l'État ont usurpé le pouvoir des communautés, et il faut rétablir l'équilibre. Le pouvoir doit être dévolu à la communauté par les instances mondiales et nationales. M. Rajan note qu'à mesure que les machines vont se mettre à produire de plus en plus de nos biens et services, le travail humain « sera à nouveau centré sur les relations personnelles ». Les communautés pourraient bien être le lieu de travail de demain. **FD**

**PRAKASH LOUNGANI** est directeur adjoint du Bureau d'évaluation indépendant du FMI.